

**Convention cadre
relative à l'étude et aux travaux de remise à niveau du
système de chauffage du bâtiment barre de la Préfecture
et du Conseil Départemental**

projet

- Vu la convention du 18/05/1982 de répartition des coûts de fonctionnement entre l'Etat et le Conseil Départemental,
- Vu l'avenant n°7 à la convention du 18 mai 1982,
- Vu les comités de pilotage entre les services de la Préfecture et ceux du Conseil Départemental décidant les travaux de remplacement du système de chauffage des locaux occupés par leurs services respectifs
- Vu l'enveloppe notifiée par le ministère de l'Intérieur à la Préfecture 26 par courrier en date du 11 juin 2018,

ENTRE les soussignés :

- La Préfecture, dont le siège est situé 3 boulevard VAUBAN à VALENCE, représentée par M Hugues MOUTOUH, Préfet,

D'une part

- Le Département de la Drôme, dont le siège est situé Hôtel du Département, 26, avenue du Président Herriot, 26 026 Valence cedex 9, représenté par le Mme le Président du Conseil départemental, Marie-Pierre MOUTON, ci-après dénommée « le Département »,

D'autre part,

DECIDENT

PRÉAMBULE :

En application de l'avenant n° 7 à la convention du 18 mai 1982 de partition entre l'État et le Conseil Départemental, les services du Conseil départemental et de la Préfecture sont regroupés dans un bâtiment commun, dans lequel il y a lieu de réaliser des travaux pour une remise à niveau des systèmes de chauffage.

La présente convention a pour but de définir une programmation prévisionnelle des travaux ainsi que la répartition des coûts et les remboursements des dépenses.

Il est exposé et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de l'opération

L'opération de remise à niveau des systèmes de chauffage consiste dans le bâtiment barre (hors extensions) à la réalisation d'une étude de conception, au remplacement des chaudières et dans les seuls locaux occupés par la Préfecture, à la mise en place de la gestion technique du bâtiment (GTB), au changement des réseaux hydrauliques, des émetteurs et caissons menuisés. Le détail de cette opération est décrit dans les fiches d'opération ci-jointe (annexe 1).

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est confiée à l'État.

Coût des travaux et répartition financière

Le coût brut des travaux selon le marché de travaux se décompose de la manière suivante :

	Montant global	Part Préfecture	Part Département	Commentaires
TF	727 200,00 €	362 145,60 €	365 054,40 €	Répartition convention : 49,8/50,2
TO1	456 452,40 €	456 452,40 €	0,00 €	Travaux préfecture
TO2	382 447,20 €	382 447,20 €	0,00 €	Travaux préfecture
TO3	408 000,00 €	408 000,00 €	0,00 €	Travaux préfecture
TO4	48 000,00 €	23 904,00 €	24 096,00 €	Répartition convention : 49,8/50,2
TO5	62 136,00 €	30 943,73 €	31 192,27 €	Répartition convention : 49,8/50,2
TOTAL	2 084 235,60 €	1 663 892,93 €	420 342,67 €	

Afin de répartir le coût des travaux, voici le pourcentage du montant des travaux des deux entités :

Total Préfecture	1 663 892,93 €	79,83 %
Total Département	420 342,67 €	20,17 %

Ainsi, le coût global des travaux (compris aléas de travaux, révisions de prix...) se décompose de la manière suivante :

	Montant global	Part Préfecture	Part Département	Commentaires
Etudes	185 000 €	147 690 €	37 310 €	Répartition 79,83/20,17
TF	822 000,00 €	409 356,00 €	412 644,00 €	Répartition convention : 49,8/50,2
TO1	516 000,00 €	516 000,00 €	0,00 €	Travaux préfecture
TO2	432 000,00 €	432 000,00 €	0,00 €	Travaux préfecture
TO3	461 000,00 €	461 000,00 €	0,00 €	Travaux préfecture
TO4	54 000,00 €	26 892,00 €	27 108,00 €	Répartition convention : 49,8/50,2
TO5	70 000,00 €	34 860,00 €	35 140,00 €	Répartition convention : 49,8/50,2
TOTAL	2 540 000,00 €	2 027 797,73 €	512 202,27 €	

À noter, la clef de répartition et le coût des études pourra varier en fonction des tranches optionnelles retenues.

De même, si un vice caché apparaît lors des travaux qui n'aurait pas pu être vu en phase étude, le montant des travaux pourra être amené à être révisé.

Calendrier de réalisation de l'opération

*0 Planning de réalisation de l'opération		
Stades / Phases	Date début (prévision)	Date fin
DESIGNATION MAITRISE D'ŒUVRE		Décembre 2018
ETUDES D'AVANT-PROJET	Janvier 2019	Juillet 2019
PROJET et DCE	Juillet 2019	août 2019
APPEL D'OFFRES / CONSULTATION MARCHE TRAVAUX	Septembre 2019	novembre 2019
NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX		Mars 2020
EXECUTION DES TRAVAUX – RECEPTION DES TRAVAUX TF, TO1, TO3, TO4 et TO5	Avril 2020	Novembre 2020
EXECUTION DES TRAVAUX – RECEPTION DES TRAVAUX TO2	Mars 2021	Octobre 2021

Article 2 : Représentation de la Préfecture et du Conseil départemental

Le Conseil Départemental est associé pour le choix de la production énergétique :

- au montage de l'opération et à l'étude de conception et de réalisation des ouvrages,
- à l'attribution des marchés,
- au suivi des travaux,
- à la réception des ouvrages,
- à la mise en œuvre des garanties des ouvrages,
- à la définition des modalités de suivi des opérations (dates de réunion, remise de rapport).

A cet effet, un groupe projet est constitué entre la Préfecture et le Département. Il lui sera remis les éléments relatifs aux études, aux contrôles, à l'attribution des marchés, au suivi du chantier, à la réception des ouvrages, à la mise en œuvre des garanties des ouvrages. Il rendra son avis au Préfet et au Président du Conseil départemental.

Le SGAMI assurera la conduite d'opération.

Article 3 : Financement des dépenses

L'échéancier de financement, qui inclut les études, les travaux, aléas et révisions de prix, est le suivant :

*1 Financement si TF, TO1, TO2, TO3, TO4 et TO5								
en €	Avant 2018	2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
AE		83 625 €	6 181 €	2 009 594,00 €	441 000 €	0 €	0 €	2 540 400 €
CP		1 080 €	53 689 €	2 031 673 €	452 403 €	1 555 €	0 €	2 540 400 €

La Préfecture s'engage à financer l'opération à hauteur de cette enveloppe déléguée de 1 305 474€ sur le Programme National d'Équipement des Préfectures pour les travaux et étude de la tranche ferme et de la tranche optionnelle 1.

Le département s'engage à financer sa part.

Le Conseil départemental versera sa part des études le mois suivant la notification des travaux et des travaux à la réception de la tranche ferme ou optionnelles concernées. Les participations financières du Département seront versées sur le fonds de concours 677 - « Participation contractuelles au financement de divers travaux d'équipement » (investissement), sur émission d'un titre de perception.

La participation du Conseil Départemental sera soldée à l'issue de la validation du décompte final du marché.

La répartition pourra être revue suivant les tranches optionnelles affermies ou non.

Article 4 : Modification de convention

D'une manière générale, toute évolution du montage financier décrit ci-avant sera réglée par voie d'avenant à la présente convention.

Fait à Valence, le

Le Préfet,

La Présidente
du Conseil Départemental